

# UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES DE LA HAUTE-VIENNE

## Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31/12/2023

PKF Arsilon Commissariat aux Comptes  
Société de commissariat aux comptes  
Membre de la Compagnie Régionale de Paris



## Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2023)

Aux Membres,

### **UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES DE LA HAUTE-VIENNE**

18 rue Valentin Lemoine  
87000 Limoges

## **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES DE LA HAUTE-VIENNE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

## **Fondement de l'opinion**

### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.



## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.



## Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Limoges, le 14 juin 2024

Le Commissaire aux Comptes  
PKF Arsilon Commissariat aux Comptes



Gilles NOYER - Associé

## I) BILAN ET COMPTE DE RESULTAT AU 31/12/2023

BILAN ACTIF (€)	31/12/2023			31/12/2022
	Brut	Amortissements, Provisions	Net	Net
<b>Immobilisation incorporelles</b>	111 196	25 374	85 822	32 353
Frais d'établissement			0	0
Frais de recherche et de développement	33 279	5 119	28 160	29 824
Donations temporaires d'usufruit			0	0
Concessions, brevets et droits similaires	75 457	20 255	55 202	2 529
Fonds commercial (1)			0	0
Autres immobilisations incorporelles			0	0
Immobilisations incorporelles en cours	2 460		2 460	0
Av. et acomptes sur immo.incorporelles			0	0
<b>Immobilisations corporelles</b>	2 364 933	1 967 182	397 751	459 370
Terrains			0	0
Constructions	1 799 108	1 486 273	312 835	337 530
Instal.techn., mat.et outillage industriels	24 179	21 951	2 228	2 690
Autres immobilisations corporelles	541 646	458 958	82 688	73 333
Immobilisations corporelles en cours			0	45 817
Avances et acomptes			0	0
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			0	0
<b>Immobilisations financières</b>	4 436	0	4 436	8 235
Participations	25		25	25
Créances rattachées à des participations			0	0
Titres immob. de l'activité du portefeuille			0	0
Autres titres immobilisés			0	0
Prêts			0	0
Autres immobilisations financières	4 411		4 411	8 210
<b>ACTIF IMMOBILISE TOTAL (I)</b>	<b>2 480 565</b>	<b>1 992 556</b>	<b>488 010</b>	<b>499 957</b>
Mat.premières, approvisionnements			0	0
En cours de product.(biens & services)			0	0
Produits intermédiaires et finis			0	0
Marchandises			0	0
Avances et acomptes sur commandes			0	0
Créances clients, usagers et comptes rattachés	100 268		100 268	82 718
Créances reçues par legs ou donations			0	0
Autres créances	32 928		32 928	47 874
Valeurs mobilières de placement	52 329		52 329	68 461
Instruments de trésorerie			0	0
Disponibilités	3 880 614		3 880 614	3 600 348
Charges constatées d'avance (3)	6 113		6 113	12 118
<b>ACTIF CIRCULANT TOTAL (II)</b>	<b>4 072 251</b>	<b>0</b>	<b>4 072 251</b>	<b>3 811 519</b>
Ch.à répartir sur plusieurs exercices (III)			0	0
Primes remboursement obligations (IV)			0	0
<b>TOTAL ACTIF (I à IV)</b>	<b>6 552 816</b>	<b>1 992 556</b>	<b>4 560 260</b>	<b>4 311 476</b>
( 1) Dont droit au bail				
( 2) Dont à moins d'un an				
( 3) Dont à plus d'un an				





BILAN PASSIF (€)	31/12/2023	31/12/2022
<b>FONDS PROPRES</b>		
<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
<b>Ecart de réévaluation</b>		
<b>Réserves</b>	<b>1 233 624</b>	<b>834 202</b>
<i>Réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>1 082 502</i>	<i>683 080</i>
Réserves statutaires ou contractuelles	61 095	61 095
Réserves pour projet de l'entité		
Autres	90 027	90 027
<b>Report à nouveau</b>	<b>985 545</b>	<b>1 140 220</b>
Report à nouveau en gestion propre	747 613	731 894
<i>Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>295 326</i>	<i>414 702</i>
<i>Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée dont la prise en charge est différée</i>	<i>-57 394</i>	<i>-351</i>
<i>Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée des charges rejetées</i>	<i>0</i>	<i>-6 025</i>
<b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>	<b>310 277</b>	<b>244 747</b>
Excédent ou déficit des activités en gestion propre	101 476	21 744
<i>Excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>208 801</i>	<i>223 003</i>
<b>Situation nette (sous-total)</b>	<b>2 529 446</b>	<b>2 219 169</b>
<i>dont situation nette des activités sous gestion contrôlée des activités sociales et médico sociales (sous total)</i>	<i>1 529 235</i>	<i>1 314 409</i>
Fonds propres consommables		
Subvention d'investissement		
Provisions réglementées	6 043	8 499
<b>FONDS PROPRES TOTAL (I)</b>	<b>2 535 489</b>	<b>2 227 668</b>
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	244 510	192 259
<b>FONDS DEDIES ET REPOTES TOTAL (II)</b>	<b>244 510</b>	<b>192 259</b>



UDAF  
18 rue G. Et V. Lemoine  
87065 LIMOGES Cedex  
Siret : 77807415300025

Exercice du 01.01.2023 au 31.12.2023

Provisions pour risques	54 554	16 796
Provisions pour charges	614 939	683 590
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES TOTAL (III)</b>	<b>669 493</b>	<b>700 387</b>
Emprunts, et dettes auprès des établ. de crédit (1)	85 404	90 061
Emprunts et dettes financières diverses (2)	3 300	1 800
Av.et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	80 986	54 489
Dettes fiscales et sociales	739 803	746 513
Dettes sur immob. et comptes rattachés	4 788	-4 501
Autres dettes	196 487	300 500
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	0	2 300
<b>DETTES D'EXPLOITATION TOTAL (IV)</b>	<b>1 110 769</b>	<b>1 191 162</b>
<b>TOTAL PASSIF (I à V)</b>	<b>4 560 260</b>	<b>4 311 476</b>
(1) Dont à moins d'un an :	4 701	4 657
à plus d'un an :	80 703	85 404
(2) Dt conc. banc. courants et soldes banques créd. :		





COMPTE DE RESULTAT PRODUITS (€)	31/12/2023	31/12/2022
<b>Produits d'exploitation</b>		
Cotisations	961	1 141
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de biens relatives aux activités sociales et médico-sociales		
Ventes de Prestations de services	135 358	90 146
dont vente de prestations de services relatives aux activités sociales et	3 941	
Produits de tiers financeurs		
Concours publics	4 278 253	3 983 079
dont contributions financières des autorités de tarification relatives aux	4 278 253	3 983 079
Subventions d'exploitation	467 291	426 274
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Autres produits - Usagers	771 173	741 886
dont produits à la charge de l'usager relatifs aux activités sociales et	771 173	741 886
Production immobilisée		
Reprises sur amort, dépréciations, provisions et transferts de charges	85 918	225 630
Utilisation des fonds dédiés	8 823	26 189
Autres produits	1	858
<b>TOTAL (I)</b>	<b>5 747 777</b>	<b>5 495 201</b>
<b>Charges d'exploitation</b>		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	658 327	598 858
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	369 419	355 598
Salaires et traitements	3 234 434	3 089 526
Charges sociales	970 692	997 278
Autres charges de personnel		
Dotation aux amortissements et aux dépréciations	77 379	77 841
Dotations aux provisions	55 024	34 924
Reports en fonds dédiés	61 074	39 265
Autres charges	54 902	31 686
<b>TOTAL (II)</b>	<b>5 481 250</b>	<b>5 224 976</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>266 527</b>	<b>270 225</b>



COMPTE DE RESULTAT CHARGES (€)	31/12/2023	31/12/2022
<b>Produits financiers</b>		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	49 447	1 206
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL (III)</b>	<b>49 447</b>	<b>1 206</b>
<b>Charges financières</b>		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	835	879
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL (IV)</b>	<b>835</b>	<b>879</b>
<b>RESULTAT FINANCIER (III-IV)</b>	<b>48 612</b>	<b>326</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOT</b>	<b>315 139</b>	<b>270 551</b>
<b>Produits exceptionnels</b>		
Sur opérations de gestion	0	13 422
Sur opérations en capital	0	400
Autres produits exceptionnels		
Reprises sur provisions et transferts de charges	2 456	3 133
QP des subventions d'investissement non renouv. virée au résultat		
<b>TOTAL (V)</b>	<b>2 456</b>	<b>16 955</b>
<b>Charges exceptionnelles</b>		
Sur opérations de gestion	2 199	42 477
Sur opérations en capital	0	281
Autres charges exceptionnelles		
Dotation aux amortissements et aux provisions		
<b>TOTAL (VI)</b>	<b>2 199</b>	<b>42 759</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)</b>	<b>257</b>	<b>-25 804</b>
Participation des salariés aux résultats		
Impôts sur les sociétés	5 119	
<b>TOTAL DES PRODUITS (I+II+III+IV)</b>	<b>5 799 681</b>	<b>5 513 361</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II+VI+VI+VII+VIII)</b>	<b>5 489 403</b>	<b>5 268 614</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>310 277</b>	<b>244 747</b>
<b>- dont excédent ou déficit des activités sociales</b>	<b>208 801</b>	<b>223 003</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Dons en nature	0	0
Prestations en nature	0	0
Bénévolat	95 060	68 907
<b>TOTAL DES CONTRIB. VOLONTAIRES</b>	<b>95 060</b>	<b>68 907</b>
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Secours en nature	0	0
Mise à disposition gratuite des biens	0	0
Prestations en nature	0	0
Personnel bénévole	95 060	68 907
<b>TOTAL DES CHARGES DES CONTRIB. VOLONTAIRES</b>	<b>95 060</b>	<b>68 907</b>
(1) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		





## II) ANNEXE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31.12.2023 dont le total est de **4 560 260 euros** et au compte de résultat de l'exercice dont le total des charges est de **5 489 403 euros**, et dégageant un résultat de **+ 310 277 euros**.

L'exercice a une durée de 12 mois recouvrant la période du 01.01.2023 au 31.12.2023.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en date du 11 avril 2024.

### a. REGLES ET METHODES COMPTABLES

L'association applique le règlement ANC n° 2014-03 relatif au Plan Comptable Général, et le règlement ANC n°2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

L'association gérant des établissements relevant du Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF), elle entre dans le champ d'application du règlement n°2019-04 de l'ANC relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Ces deux règlements sont appliqués depuis le 1er janvier 2020.

#### i. Règles et méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- \* continuité de l'exploitation,
- \* permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- \* indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.





Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

1.1 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES et CORPORELLES

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

La méthode de comptabilisation des composants a été appliquée aux immobilisations suivantes :

- l'application de la nouvelle réglementation sur les actifs a conduit l'association à n'identifier aucun bien décomposable dans son patrimoine.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

Logiciels	2 à 3 ans
Immeubles opérationnels	17 à 30 ans
Agencements constructions	6 à 20 ans
Agencements et aménagements divers	10 ans
Matériel de bureau et informatique	2 à 8 ans
Mobilier	8 à 10 ans

La base amortissable est diminuée de la valeur résiduelle dès lors que celle-ci est significative et mesurable.

OPTION : La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Une dépréciation est calculée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Les règles suivantes ont été appliquées sur l'exercice :

1-2 - PARTICIPATIONS, AUTRES TITRES IMMOBILISES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat (après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement), hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée pour ramener la valeur brute à la valeur intermédiaire à la date de clôture.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur de sortie des titres cédés a été déterminée selon la méthode « premier entré, premier sorti ».

1-3 - CREANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur brute nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.



1.4 - INVENTAIRE DU PORTEFEUILLE DE VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT  
(Décrets n°83-1020 du 29 novembre 1983 – art. 47 et n° 67-236 du 23 mars 1967 – art. 294 à 299)

Nature : SICAV de valeurs françaises  
Evaluation : Méthode F.I.F.O.  
Montant en comptabilité au 31/12/2023..... 52 329 euros  
Evaluation boursière au 31/12/2023 ..... 52 772 euros

ii. Changement de méthode

Aucun changement de méthode n'est à constater au niveau de l'exercice comptable 2023.

iii. Informations complémentaires pour donner une image fidèle

Les états comptables de l'UDAF Institution, des services Tutelle (MJPM + DPF), des services d'Accès au Droit, de Familles Gouvernantes, Point Conseil Budget, Résidence Accueil et RT (Gestion Propre) ont été consolidés afin de présenter sur un document unique l'ensemble des activités de l'UDAF de la Haute-Vienne.

Depuis décembre 2007, la gestion financière des dossiers confiés au service des tutelles est effectuée à partir de comptes bancaires individuels ouverts au nom des Majeurs protégés. Ne sont inscrits au bilan que les anciens comptes bancaires ouverts pour la gestion des mesures M.J.A.G.B.F. (mesures judiciaires d'aide à la gestion du budget familial) et les reliquats subsistant sur des comptes UDAF correspondant principalement à des dossiers terminés en cours de règlement. Leur montant s'élève à 97 517 € au 31/12/2023.

Le montant des fonds détenus par les majeurs sous mesure de protection ne figure ni à l'actif, ni au passif ; il s'élève à 93 600 741 € au 31/12/2023.

iv. Autres informations : identité et organisation

La création de l'UNAF et des UDAF par ordonnance du 3 mars 1945 et la loi du 11 juillet 1975 donne mission officielle à l'UDAF de :

- Donner avis aux Pouvoirs Publics sur la politique familiale à l'échelle nationale et locale
- Représenter officiellement l'ensemble des familles auprès des Pouvoirs publics
- Gérer tout service d'intérêt familial dont les pouvoirs publics estiment devoir lui confier la charge
- Se constituer partie civile lorsque les intérêts matériels et moraux des familles sont menacés.

L'UDAF est une association loi de 1901 reconnue d'utilité publique.

Dans cette perspective, l'UDAF 87 gère :

- Deux établissements sociaux et médico-sociaux qui relèvent du Code l'Action Sociale et des Familles : le service MJPM (Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs) et le service D.P.F. (Délégué aux Prestations Familiales). Ces deux services bénéficient d'une Dotation Globale de Financement.





- Une Résidence Accueil d'une capacité de 25 places à Bellac. Ce service bénéficie d'une subvention de l'Etat calculée sur la base d'un coût journalier par résident.
- Le service Familles gouvernantes
- Le service Accès au droit
- Le service L'Action Educative Budgétaire (AEB) / Points Conseil Budget (PCB)
- L'institution qui regroupe les services suivants :
  - o Le service Action Générale et Pôle Parentalité
  - o L'Information et Soutien aux Tuteurs familiaux (ISTF)
  - o Micro-crédit personnel

**b. COMPLEMENTS D'INFORMATION RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT**

**i. Etat de l'actif immobilisé**

	Valeur brute des immobilisations en début d'exercice	Acquisition / Création	Diminutions / Cessions	Virements de poste à poste	Valeur brute des immobilisations en fin d'exercice
Frais établissements, recherche et développement	33 279				33 279
Autres immobilisations incorporelles	15 459	300	4 376	64 075	75 457
Immobilisations incorporelles en cours		2 460			2 460
Constructions sur sol propre	1 009 800				1 009 800
Installations, agencements des constructions	782 010	7 297			789 308
Autres installations, agencements, aménagements	22 607	1 572			24 179
Matériel de bureau, informatique, mobilier	523 023	23 540	20 720	15 803	541 646
Immobilisations corporelles en cours	45 817	34 061		-79 877	0
Avances et acomptes	0				0
<b>TOTAL</b>	<b>2 431 996</b>	<b>69 230</b>	<b>25 097</b>	<b>0</b>	<b>2 476 129</b>
Participations	25				25
Prêts et immobilisations financières	0				0
Autres immobilisations financières	8 210		3 799		4 411
<b>TOTAL</b>	<b>8 235</b>	<b>0</b>	<b>3 799</b>	<b>0</b>	<b>4 436</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>2 440 231</b>	<b>69 230</b>	<b>28 896</b>	<b>0</b>	<b>2 480 565</b>





## ii. Etat des amortissements

	Situations et mouvements de l'exercice			
	Début exercice	Dot. exercice	Elements sortis repris.	Fin exercice
Frais établist, rech. et dévelpt	3 455	1 664		5 119
Autres immob. incorporelles	12 930	11 701	4 376	20 255
Constructions sur sol propre	830 906	19 709		850 615
Install., agencts des constructions	623 374	12 284		635 658
Autre install, agencts, aménagemts	19 918	2 033		21 951
Mat. de bureau, inform., mobilier	449 690	29 988	20 720	458 958
<b>TOTAL</b>	<b>1 940 273</b>	<b>77 379</b>	<b>25 097</b>	<b>1 992 556</b>

## iii. Etat des provisions

PROVISIONS	Début exercice	Augmentation dotations	Diminutions reprises	Fin exercice
Pour amendes, pénalités et litiges	0			0
Autres provisions pour risques	16 796	43 897	6 139	54 554
Pour départ retraite et autres obligations	618 176	11 127	22 171	607 132
Pour renouvellement immo.	0			0
Pour grosses réparations	0			0
Autre charges	65 414		57 607	7 807
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>700 387</b>	<b>55 024</b>	<b>85 918</b>	<b>669 493</b>

Les autres provisions pour risques concernent des contentieux. Les montants provisionnés résultent de la meilleure estimation du risque évalué par la direction à la date d'arrêt des comptes et en fonction de l'avancée des différentes procédures.

La provision pour départ à la retraite a été calculée selon la méthode de calcul préconisée dans le cadre de l'application de la norme IAS 19 révisée.

Les paramètres de calcul retenus sont les suivants :

- Turnover : moyen
- Table de mortalité : INSEE 2019
- Taux de revalorisation des salaires : 1 %
- Taux d'actualisation : 2 %



#### iv. Variation des fonds propres

**TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES (GESTION PROPRE)**

VARIATION DES FONDS PROPRES (hors activités ESMS)	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTAT°	DIMINUT° OU CONSOMMAT°	A LA CLOTURE
Fonds propres avec droit de reprise	0				0
Fonds propres avec droit de reprise	0				0
Ecart de réévaluation	0				0
Réserves statutaires ou contractuelles	61 095				61 095
Autres réserves	45 619				45 619
Réserves pour investissements	44 408				44 408
Report à nouveau	731 894	21 744		6 025	747 613
Excédent ou déficit de l'exercice	21 744	-21 744	101 476		101 476
<b>Situation nette</b>	<b>904 760</b>	<b>0</b>	<b>101 476</b>	<b>6 025</b>	<b>1 012 260</b>
Fonds propres consommables	0				0
Subventions d'investissement	0				0
Provisions réglementées	0				0
<b>TOTAL</b>	<b>904 760</b>	<b>0</b>	<b>101 476</b>	<b>6 025</b>	<b>1 000 211</b>

**TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES (suite)**

**VARIATION DES FONDS PROPRES ET AUTRES POSTES SPECIFIQUES SOUS GESTION  
CONTROLEE DES ACTIVITES SOCIALES ET MEDICO SOCIALES**

VARIATION DES FONDS PROPRES (hors activités ESMS)	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTAT°	DIMINUT° OU CONSOMMAT°	A LA CLOTURE
Fonds propres avec droit de reprise	0				0
Réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	683 080		399 422		1 082 502
Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	414 702	281 776	1 730	401 152	297 056
Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales dont la prise en charge est différée	-351	-58 773			-59 124
Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée des charges rejetées	-6 025		6 025		0
<b>TOTAL</b>	<b>1 091 406</b>	<b>223 003</b>	<b>407 177</b>	<b>401 152</b>	<b>1 320 434</b>
Résultats des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée - Excédent ou déficit de l'exercice	223 003	-223 003	208 801		208 801
<b>Situation nette</b>	<b>1 314 409</b>	<b>0</b>	<b>615 978</b>	<b>401 152</b>	<b>1 529 235</b>
Fonds propres consommables	0				0
Subventions d'investissement	0				0
Provisions réglementées	8 499			2 456	6 043
<b>TOTAL</b>	<b>1 322 909</b>	<b>0</b>	<b>615 978</b>	<b>403 608</b>	<b>1 535 279</b>





v. Etat des fonds dédiés

Situations  Ressources	Fonds à dégager au début de l'exercice (19) A	Utilisation des fonds dédiés (7894) B	Report des fonds dédiés (6894) C	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
				Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
UDAF : Fonds dédiés/actions	37 216	7 017	3 625	33 825	30 199
UDAF : Fonds dédiés action Lire et Faire Lire Part 2FS	5 066			5 066	5 066
UDAF : Fds dédiés Lire et Faire Lire hors Part 2FS	8 990			8 990	8 990
UDAF : Fonds déd. micro crédit	35 450			35 450	35 450
UDAF : fonds dédiés sur objet 2010-2012	790	790		0	0
UDAF : ISTF Fds dédiés /subvention URAPEI	33 091			33 091	33 091
PCB : Fonds dédiés	13 133		5 416	18 549	13 133
UDAF : AEB fonds dédiés	1 017	1 017		0	0
MJPM : Fonds dédiés sur actions innovantes			15 100	15 100	0
RA : Fonds dédiés / subvention DDCS	41 463		19 699	61 163	30 334
UDAF : Fonds dédiés EPMS	381		3 666	4 047	0
UDAF : Fds dédiés FS Paroles d'enfants	15 662		13 567	29 229	0
<b>TOTAL</b>	<b>192 259</b>	<b>8 823</b>	<b>61 074</b>	<b>244 510</b>	<b>156 264</b>

vi. Comptes de liaison

ETABLISSEMENTS	Année N-1		Année N	
	Prêteur	Emprunteur	Prêteur	Emprunteur
<b>Associations</b>				
Etablissements en gestion propre	134 650			356 789
Etablissements en gestion contrôlée "prêteurs"	55 712		356 789	
Etablissements en gestion contrôlée "emprunteurs"		190 362		
<b>TOTAL</b>	<b>190 362</b>	<b>190 362</b>	<b>356 789</b>	<b>356 789</b>





vii. Etat des échéances des créances et des dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	Plus d'1 an
Avances, acomptes sur commande	0	0	
Créances clients	100 268	100 268	
Autres créances	0	0	
Personnel et comptes rattachés	9 809	9 809	
Produits à recevoir	23 016	23 016	
Débiteurs divers	102	102	
Charges constatées d'avance	6 113	6 113	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>139 308</b>	<b>139 308</b>	<b>0</b>

ETAT DES DETTES	Montant Brut	1 an au plus	Plus 1 an à 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes : 2 ans max. Auprès des Ets de crédit : Plus de 2 ans	85 404	4 701	19 257	61 446
Dettes financières diverses(intérêts courus)				
Emprunts - autres établissements				
Cautions reçues	3 300		3 300	
Avances et acomptes reçus	0	0		
Fournisseurs et comptes rattachés	80 986	80 986		
Personnel et cptes rattachés	373 656	373 656		
Sécurité sociale - autres organismes sociaux	275 113	275 113		
Etat collectivités publiques : Divers	91 034	91 034		
Dettes sur immobilisations- cptes rattach.	4 788	4 788		
Autres dettes	196 487	196 487		
Dettes représ. titres prêt.				
Produits constatés d'avance	0	0		
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 110 769</b>	<b>1 026 766</b>	<b>22 557</b>	<b>61 446</b>
Emprunts souscrits dans l'exercice				
Emprunts remboursés dans l'exercice	4 657			
Mont. empr. dettes/associés				



viii. Variation des emprunts

	Etablissement de crédit	Autres organismes	TOTAL
<b>Total emprunts au 01/01/N</b>	<b>90 061</b>		<b>90 061</b>
Souscription nouvel emprunt			0
Remboursement d'emprunt	-4 657		-4 657
Variation intérêts courus et non échus			0
<b>Total emprunts au 31/12/N</b>	<b>85 404</b>		<b>85 404</b>

ix. Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Factures à établir	9 819
Avoirs à recevoir	0
Charges de personnel à recevoir	6 651
Autres créances	23 016
<b>TOTAL</b>	<b>39 487</b>

x. Charges à payer

Montant des charges à payer inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	28 252
Charges de personnel à payer	449 969
Autres charges à payer	96 551
<b>TOTAL</b>	<b>574 772</b>



### xi. Charges et produits constatés d'avance

	Charges	Produits
Charges d'exploitation	6 113	0
<b>TOTAL</b>	<b>6 113</b>	<b>0</b>

### c. ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

#### i. Dettes garanties par des sûretés réelles

	Montant garanti
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	85 404
<b>TOTAL</b>	<b>85 404</b>

#### ii. Rémunération des dirigeants

Les membres du conseil d'administration, du bureau, de l'assemblée générale, sont bénévoles et ne perçoivent pas de rémunération dans le cadre de leur mandat.

Ils ont droit au remboursement des frais occasionnés par leurs activités de représentation de l'UDAF 87 et bénéficient d'une assurance souscrite auprès de la MAIF contre les risques d'accident.

L'UDAF 87 salarie un directeur général et des chefs de service. Le montant des rémunérations allouées est établi sur la base de la convention collective et des rémunérations spécifiques décidées par l'organe délibérant (voir art. 313-25 du code de l'action sociale et des familles).

Conformément à l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantages en nature versé en 2023 aux trois plus hauts cadres dirigeants, bénévoles ou salariés, s'est élevé à 162 408 €.

#### iii. Effectif moyen

	Effectif moyen N	Effectif moyen N-1
Effectif contractuel en équivalents temps plein (ETP)		
Cadres	9	10
<i>dont effectifs rattachés aux activités sociales et médico-sociales</i>	<i>8</i>	<i>9</i>
Employés	105	97
<i>dont effectifs rattachés aux activités sociales et médico-sociales</i>	<i>97</i>	<i>94</i>
<b>TOTAL</b>	<b>114</b>	<b>107</b>
<b>TOTAL EFFECTIFS RATTACHES AUX ACTIVITES SOCIALES ET MEDICO SOCIALES</b>	<b>105</b>	<b>103</b>





#### iv. Contributions volontaires en nature

Conformément à l'article 211 du règlement ANC 2018-06, les contributions volontaires en nature ont été comptabilisées au compte de résultat pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Nos contributions volontaires en nature sont uniquement composées de contributions en travail (bénévolat, mises à disposition de personnes).

Les heures de bénévolat ont été recensées tout au long de l'exercice. L'UDAF a établi un récapitulatif des heures de bénévolat par bénévole, ce récapitulatif imprimé en deux exemplaires a été signé par le Président de l'UDAF et par le bénévole concerné pour la partie institutionnelle.

Le nombre d'heures de travail effectuées par les bénévoles de l'UDAF sur l'exercice 2023 est de : 5 707h45.

Conformément aux préconisations de l'UNAF, nous avons valorisé ces heures avec la valeur du SMIC horaire au 31/12/2023, soit : 11.52 € de l'heure.

Le taux de charges sociales utilisé est celui observé sur l'exercice : 44.57%.

Le montant total des contributions volontaires en travail pour l'exercice 2023 est de : 95 060 €. Ce montant, comptabilisé, figure au pied du compte de résultat.

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	EXERCICE N	EXERCICE N-1
<b>EMPLOIS DE L'EXERCICE</b>		
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES	0	0
Réalisées en France		
Réalisées à l'étranger		
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS		
3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT	95 060	68 907
<b>TOTAL</b>	<b>95 060</b>	<b>68 907</b>

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	EXERCICE N	EXERCICE N-1
<b>RESSOURCES DE L'EXERCICE</b>		
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	0	0
Bénévolat	95 060	68 907
Prestations en nature		
Dons en nature		
<b>TOTAL</b>	<b>95 060</b>	<b>68 907</b>

